

STRATÉGIE HEBDOMADAIRE

Perspectives



Gestion privée

SEMAINE TERMINÉE LE 2 MAI 2025

Carol Schleif, CFA, SASB-FSA
Stratège en chef du marché

Les rapports sur les bénéfices donnent-ils des indices sur ce qui nous attend

« *Le marché agit souvent de façon aberrante, mais il ne faut pas s'y attarder. C'est à la valeur sous-jacente des dividendes et des bénéfices qu'il faut accorder toute son attention.* »

– John C. Bogle

Le fil conducteur : Cette semaine, les investisseurs doivent parcourir une avalanche de données économiques et de rapports sur les bénéfices, en quête d'indices sur ce qui les attend. Les signaux à court terme sont contradictoires en raison du flou que créent les fluctuations des politiques commerciales, fiscales et géopolitiques. Pourtant, des thèmes importants se dégagent des commentaires que livrent les directions des sociétés sur les mesures prises pour surmonter les turbulences.

La période de publication des bénéfices va bon train

À première vue, la période de publication des bénéfices s'annonce encourageante. Environ un tiers des sociétés de l'indice S&P 500 ont présenté leurs résultats et **la hausse moyenne mixte des bénéfices dépasse 10 % sur 12 mois.** C'est ce qu'indique le rapport *Earnings Insight* de FactSet du 25 avril 2025ⁱ. Le rapport indique également que la marge bénéficiaire nette de ce groupe de sociétés s'établit à 12,4 %. Si elle demeure supérieure à 12 % une fois que les résultats de toutes les sociétés seront connus, alors ce sera le cas pour un quatrième trimestre consécutif; notons que ce niveau est nettement supérieur à la moyenne sur cinq ans de 11,7 %ⁱⁱ.

L'un des principaux inconvénients de ces données préliminaires est qu'elles sont *rétrospectives*. Le choc systémique provoqué par les droits de douane réciproques que le président Donald Trump a annoncés le 2 avril ne se reflète pas encore dans les résultats, même si on commence à voir les effets des toutes premières taxes (p. ex., acier, aluminium et droits de 20 % visant la Chine dans le cadre de la lutte contre le fentanyl). **Néanmoins, la vigueur de l'ensemble de l'économie, de la consommation et des entreprises crée une base solide pour faire face aux perturbations causées par le spectaculaire changement des politiques, du moins pour un certain temps.**

Premières observations sur le contexte macroéconomique

Les sociétés modifient leurs prévisions de revenus et de bénéfices ou cessent d'en formuler en réaction aux va-et-vient rapides à propos des droits de douane et des politiques commerciales. Certains proposent plusieurs scénarios, comme le statu quo par rapport au passé ou une éventuelle récession. Ce dernier scénario repose sur l'hypothèse que le déclin de la confiance des consommateurs entraînera une baisse notable de la demande si la politique tarifaire n'est pas modifiée

bientôt. (Rappelons que, bien souvent, les données tirées des sondages sur la confiance des investisseurs ne se confirment pas dans l'activité économique. Nous préférons tenir compte des activités des gens plutôt que de leurs opinions.) Certaines sociétés ont cessé de présenter des prévisions, comme elles l'ont fait au début de la pandémie de COVID-19. Un grand nombre de sociétés qui avaient suspendu leurs prévisions à ce moment-là ont ensuite largement dépassé les attentes au cours des trimestres suivants, la situation économique s'étant rétablie assez rapidement. Les investisseurs semblent se rappeler cette époque et ont accepté les changements de perspectives sans broncher.

Quelques sociétés très connues du secteur des biens de consommation ont mesuré l'incidence des droits de douane en vigueur sur le coût des marchandises vendues; elle se chiffre à plusieurs centaines de millions de dollars^{iii, iv}. Lors des appels sur les bénéfices, les directions de nombreuses sociétés ont indiqué comment elles prévoient gérer la hausse potentielle des dépenses. Voici les principales approches évoquées : collaborer avec les fournisseurs pour partager les coûts; réorganiser les réseaux de distribution; modifier la taille des lots; augmenter les prix; modifier la composition des produits; réduire la publicité; rationaliser les activités; geler les embauches (ou prolonger le gel); et accélérer la mise en œuvre des technologies.

Observations sectorielles

Les données macroéconomiques objectives ne signalent pas de ralentissement généralisé de l'activité pour le moment, malgré le récent plongeon de la confiance des consommateurs, des entreprises et des investisseurs. Cela dit, on note des signes de changement des comportements dans divers secteurs :

- Les **fabricants de biens de grande consommation** remarquent que leur clientèle préfère les marques privées aux marques connues. Ils constatent aussi une baisse du volume des ventes aux États-Unis d'articles comme des grignotines (baisse qui résulte peut-être en partie de la généralisation des médicaments GLP-1 pour la perte de poids). Dans de nombreux cas, le volume des ventes à l'étranger tient bon.

- Les **compagnies aériennes** révisent (fortement) à la baisse les estimations de ventes, alors qu'elles étaient très optimistes voilà seulement 12 semaines. Les sièges vides sont de plus en plus courants sur les vols, tandis que les **hôtels et les restaurants** observent une diminution globale de la fréquentation et une baisse de la valeur des repas.
- Les **grandes banques** ont été parmi les premières à présenter leurs résultats. Celles qui ont un pupitre de négociation actif affichaient d'excellents volumes AVANT même la montée en flèche du début d'avril. Par contre, celles qui s'étaient dotées en personnel en prévision d'une forte activité de fusions et acquisitions et de PAPE ont affiché des volumes décevants. La plupart ont indiqué que les bilans des ménages étaient encore sains et que leurs propres positions en capital étaient solides et de grande qualité.
- Dans le **secteur des technologies**, les investisseurs surveillent de près les revenus publicitaires des sociétés qui en dépendent le plus, pour repérer des signes indiquant une diminution des dépenses discrétionnaires des entreprises. Ils surveillent également les dépenses consacrées à l'IA et aux centres de données (à la Microsoft), et cherchent des indices montrant que le recours à l'IA, à la robotique, à la cybersécurité et à l'automatisation se répand.

Le fait que les généralisations mentionnées ci-dessus s'appliquent dans tous les secteurs à certaines entreprises, mais pas à l'ensemble d'entre elles complique l'analyse des investisseurs. On note des exceptions dans certains secteurs, comme un fabricant d'électroménagers, qui exerce déjà une grande partie de ses activités aux États-Unis et qui profite de l'augmentation des droits de douane, une société de services considérée comme une valeur sûre dont les résultats sont nettement inférieurs aux attentes ou encore un croisiériste qui fait état d'une augmentation des réservations.

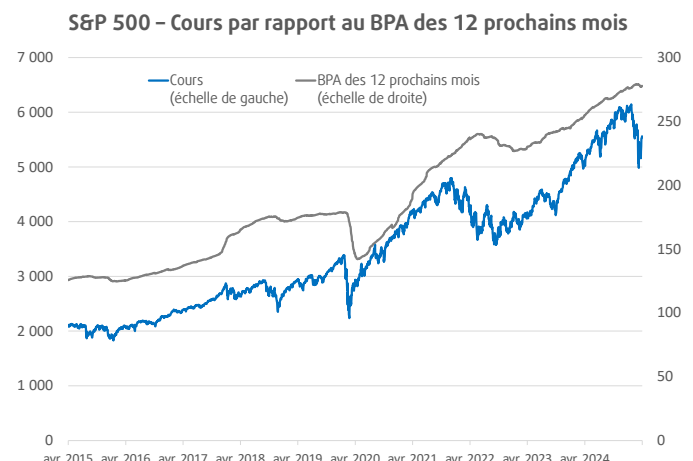
Synthèse

Les 100 premiers jours du mandat du président Trump ont introduit une foule de nouveaux facteurs que les investisseurs doivent prendre en considération. Afin de mieux définir les occasions et des défis qui pourraient se profiler à l'horizon pour le marché et l'économie, nous présentons les observations suivantes :

- **Les marchés financiers s'adaptent à l'actualité beaucoup plus rapidement que les entreprises.** L'élaboration des chaînes d'approvisionnement prend des années et leur réorganisation une fois que la politique sera claire en prendra probablement de nombreuses autres. On peut penser que les va-et-vient dans la mise en œuvre des politiques au cours des derniers mois pourraient retarder la prise de décision, même après la conclusion d'une entente finale. À l'inverse, l'administration Trump déploie beaucoup d'efforts pour recentrer l'attention sur les volets de son programme favorables à la croissance, notamment la déréglementation, l'accélération de la délivrance des permis et les allègements fiscaux pour les activités d'investissement et de construction au pays. Ce changement pourrait aider les investisseurs à s'intéresser à nouveau au potentiel à long terme, plutôt qu'aux rebondissements de l'actualité.
- **Les directions des sociétés consacrent trop de temps à la politique tarifaire et commerciale au détriment de la croissance.** Elles évaluent tous les aspects de l'activité commerciale et cherchent des moyens d'économiser. Heureusement, elles devraient disposer d'une certaine marge de manœuvre, grâce au niveau record des marges, à l'adoption généralisée des technologies au cours des dernières années et à un accès plus abordable à l'infonuagique et à l'IA. Bien que cela détourne l'attention à court terme, les sociétés

qui sont efficaces sur le plan opérationnel verront leur croissance décoller rapidement une fois que la situation se sera éclaircie.

- **Les sociétés de taille et d'envergure importantes peuvent tirer parti de la situation actuelle.** Elles peuvent chercher à accroître leurs parts de marché en mettant l'accent sur les prix bas, la fabrication au pays ou la capacité d'offrir une option de rechange. Les petites et moyennes entreprises n'ont peut-être pas les mêmes capacités d'adaptation.
- **Le temps est compté : il faut que les choses se précisent RAPIDEMENT.** En général, les détaillants et autres vendeurs de première ligne planifient leurs commandes pour la rentrée des classes et la période des Fêtes en avril et en mai. Bon nombre de ces biens proviennent de l'Asie du Sud-Est, une région touchée des droits de douane parmi les plus élevés. Chaque société devra bientôt prendre des décisions qui pourraient avoir une incidence sur leur viabilité à long terme. De toute évidence, le problème est encore plus crucial pour les petites et moyennes entreprises (qui, globalement, emploient le plus de gens). Si les entreprises ne sont pas en mesure de planifier avec précision, nous pourrions nous retrouver avec des rayons vides, des entrepôts pleins à craquer ou une hausse du chômage.
- **La consommation est le principal moteur de l'économie américaine.** La capacité et la propension des particuliers à dépenser dépendent avant tout de la situation d'emploi, puis du degré de confiance dans la capacité à conserver cet emploi. Jusqu'à présent, les entreprises ont hésité à procéder à d'importants licenciements (étant donné les difficultés qu'elles ont connues pour embaucher ces dernières années). Pour les particuliers plus aisés, la propension à dépenser dépend également de leur sentiment de richesse (qui découle des gains réalisés dans les portefeuilles d'actions et par les biens immobiliers). À cet égard aussi, il faut vite des éclaircissements afin d'apaiser les inquiétudes.
- **Les estimations de bénéfices globales des analystes pourraient être trop optimistes.** De nombreuses entreprises ont indiqué qu'elles ne peuvent pas faire de prévisions précises pour leurs propres activités. Les analystes ont tendance à s'appuyer sur les bénéfices récents, ce qui signifie que leurs estimations sont souvent décalées lorsque les résultats sont nettement supérieurs ou inférieurs à ceux du passé récent (voir le graphique). Cela est particulièrement notable aux points d'inflexion. Or, nous nous trouvons probablement à un tel point d'inflexion actuellement.



Source : FactSet (2025), en date du 29 avril 2025

Mais les marchés ont déjà commencé à prendre en compte certains dommages. Le Dow Jones et le S&P ont tous deux reculé d'environ 10 % entre le 19 février (date des sommets historiques de cette année) et la fin avril. Ces baisses ont effacé les hausses qui ont suivi les élections américaines, ramenant les marchés à des niveaux légèrement inférieurs au rebond du quatrième trimestre lié à l'enthousiasme suscité par M. Trump. La progression du marché observée à ce moment-là s'expliquait par les programmes favorables à la croissance attendus de la nouvelle administration (allègements fiscaux, déréglementation). Par contre, les marchés ne s'attendaient pas à une politique tarifaire d'une telle ampleur, ou ne l'avaient pas adéquatement prise en compte.

Où en est-on? Le pire du choc provoqué par les droits de douane est peut-être derrière nous. Après le repli d'environ 20 % du sommet au creux enregistré début avril par les indices, comme le Nasdaq fortement axé sur les technologies, les marchés ont réagi favorablement à la suspension provisoire de la plupart des droits réciproques, aux exemptions accordées pour des produits clés et aux indications de hauts responsables américains selon lesquelles des ententes seraient sur le point d'être conclues.

Et maintenant? Les marchés sont tournés vers l'avenir et prêts à passer à autre chose. Si la priorité est maintenant donnée à la baisse de l'impôt des sociétés, à une déréglementation constructive et à une plus grande détente sur le plan du commerce, les facteurs propices à une remontée des marchés pourraient se mettre en place.

Sous les projecteurs en Amérique du Nord

Jon Borchardt, analyste principal

George Trapkov, CFA, vice-président et gestionnaire de portefeuille

Cette semaine

Élections canadiennes – Le premier ministre Mark Carney et les libéraux ont obtenu un solide mandat minoritaire. Les libéraux ont remporté 169 sièges, soit un peu moins que les 172 nécessaires pour obtenir une majorité à la Chambre des communes. Les conservateurs ont également enregistré de bons résultats et ont remporté 144 sièges, en nette hausse par rapport à 119 en 2021. Les gains de ces deux partis ont été réalisés au détriment du Bloc québécois (22 sièges) et du NPDP (7 sièges). Ce dernier, qui avait soutenu le dernier gouvernement, s'est effondré après avoir remporté 25 sièges en 2021, mais il pourrait encore jouer un rôle important dans un gouvernement minoritaire.

Les libéraux auront besoin d'appuis pour survivre aux votes de confiance et adopter des lois, en commençant par le discours du Trône puis, éventuellement, un budget. Le Parlement devrait reprendre ses travaux le 26 mai. Études économiques BMO s'attendent à ce que le gouvernement survive à court terme, car 1) il a une forte minorité (à peine trois sièges de moins que la majorité), 2) ni le NPDP ni le Bloc québécois n'auront la volonté de forcer une élection à court terme et 3) il y a suffisamment de chevauchements entre le programme libéral et celui de chacun des trois autres grands partis pour que l'on puisse trouver un compromis. Selon les mesures politiques et les montants en dollars présentés dans le programme libéral, **l'économie canadienne devrait traverser une importante vague de mesures de stimulation budgétaires; le déficit devrait s'élargir considérablement pour l'exercice 2025-2026 et les années suivantes.** Études économiques BMO s'appuie déjà sur une bonne dose de mesures de stimulation depuis le début de la guerre commerciale, de sorte que cela ne nécessite pas encore de révision de nos perspectives économiques, du moins jusqu'à ce que nous ayons un budget complet et adopté.

PIB = consommation des ménages (C) + investissements (I) + dépenses publiques (G) + (exportations (X) – importations (M)) – Un ensemble de facteurs ont mené à une contraction du PIB américain de 0,3 % (taux annuel dés.) au premier trimestre, soit la première baisse trimestrielle depuis le premier trimestre de 2022. Le résultat a été inférieur aux prévisions consensuelles de Bloomberg de -0,2 % et aux prévisions de +2,4 % du trimestre précédent.

La variable **C** a progressé de 1,8 % pour surpasser les attentes, mais le résultat représente quand même un fort ralentissement par rapport au taux de +4,0 % enregistré au quatrième trimestre. La variable **I** (dépenses des entreprises) a bondi de 9,8 %, mais cela est en grande partie attribuable au fait que les entreprises ont avancé les achats avant l'application des tarifs douaniers. La variable **G** a reculé de 5,1 %, surtout en raison des réductions importantes imposées par le département de l'Efficacité gouvernementale (DOGE) ainsi que d'un gel temporaire de l'aide financière et des subventions fédérales. Les importations ont par ailleurs grimpé de 41,3 %, pour enregistrer un déficit commercial des biens record de 162 milliards de dollars en mars, les entreprises et les consommateurs ayant accéléré leurs achats avant l'application des tarifs douaniers prévus. Cette hausse importante des importations est compensée par les exportations et a représenté une grande partie de la baisse du PIB au premier trimestre.

En excluant les effets du commerce et des stocks, les ventes finales réelles aux acheteurs nationaux ont progressé de 2,3 %, un chiffre plus encourageant, mais qui demeure un ralentissement par rapport aux 3,0 % du quatrième trimestre.

Recul du PIB mensuel canadien – L'économie canadienne a éprouvé des difficultés à croître à la fin de l'hiver; le PIB réel a chuté de 0,2 % en février et les estimations provisoires laissent entrevoir un rebond partiel de 0,1 % en mars. En plus d'un bon début d'année en janvier, cette combinaison laisse entrevoir un modeste gain de 0,4 % ou de 1,5 % annualisé pour l'ensemble du premier trimestre. La baisse de 0,2 % du PIB en février est principalement attribuable aux conditions météorologiques et non à l'incertitude. Le résultat de 0,1 % du PIB en mars a été alimenté par les mines, le pétrole et le gaz, les transports et le commerce de détail, qui ont tous rebondi après un mois de février plus lent. Le véritable drame commence maintenant, car les tarifs douaniers seront beaucoup plus importants au deuxième trimestre et l'économie américaine doit maintenant faire face à des conditions météorologiques beaucoup plus difficiles. **Études économiques BMO serait surprise si le PIB canadien parvenait à croître au deuxième trimestre.**

Ralentissement des ventes au détail au Canada – Les ventes au détail ont reculé de 0,4 % en février. Sept provinces sur dix ont enregistré des baisses, les plus importantes ayant été relevées en Nouvelle-Écosse (-2,6 %) et au Québec (-0,9 %). Statistique Canada estime que les ventes au détail ont progressé de 0,7 % en mars, ce qui reflète une hausse prévue des ventes d'automobiles avant l'application des tarifs douaniers. Les ventes hors automobile devraient probablement être nettement plus faibles. Le recul des ventes au détail en février est un regard rétrospectif à ce stade-ci, car les annonces tarifaires se sont vraiment accélérées à partir du mois de mars. Études économiques BMO s'attend à ce que les dépenses de consommation diminuent sensiblement et demeurent faibles tant que la guerre commerciale se poursuivra.

Donald Trump célèbre les 100 premiers jours de sa présidence lors d'un rassemblement à Warren, au Michigan – Au cours des 100 premiers jours de président Trump au pouvoir, la politique commerciale a dominé les manchettes. Les risques de baisse associés aux tarifs douaniers ont entraîné une augmentation de la volatilité des marchés. Cela a conduit de nombreux investisseurs à perdre de vue le véritable enjeu, à savoir le programme de croissance promis par le président. Cette semaine, le secrétaire au Commerce, Howard Lutnick, a déclaré aux téléspectateurs de la chaîne CNBC que le premier accord commercial du gouvernement était conclu. Le secrétaire au Trésor, Scott Bessent, a ajouté que les deux accords commerciaux progressaient bien et qu'un « accord fiscal très positif » était en passe d'être adopté par le Congrès.

La confiance du secteur manufacturier américain s'est détériorée en avril – L'enquête sur les perspectives du secteur manufacturier menée par la Réserve fédérale de Dallas en avril au Texas a révélé une baisse importante de la confiance des chefs d'entreprise à l'égard de l'État, en raison de la détérioration des données fondamentales des entreprises. L'indice de production est resté stable à 5,1, signe d'une croissance continue, mais l'indice des nouvelles commandes est tombé de zéro à -20 en mars, ce qui laisse présager une baisse de la production dans les mois à venir. L'indice de l'activité commerciale générale est tombé à un creux de -35 depuis cinq ans. L'indice des prix des matières premières a bondi de 11 points pour s'établir à +48,4, ce qui souligne l'intensification des pressions inflationnistes dans le secteur.

La confiance des consommateurs américains s'est détériorée en avril pour le cinquième mois consécutif – L'indice de confiance des consommateurs du Conference Board a chuté à 86, soit son plus bas niveau depuis mai 2020 et la plus longue baisse consécutive depuis 2008. Les mesures clés de l'enquête, notamment la perception des conditions commerciales, des perspectives d'emploi et des revenus futurs, ont toutes connu une nouvelle contraction, alors que le pessimisme à l'égard de l'avenir continue de s'accroître. L'indice des attentes a reculé de 12,5 points pour s'établir à 54,4, soit son plus faible niveau des 13 dernières années. Par ailleurs, la plus récente enquête de l'Université du Michigan montre que les attentes des consommateurs en matière d'inflation atteignent des sommets depuis 1981, et que les perspectives économiques se sont détériorées « dans de vastes pans de la population, qu'il s'agisse de l'âge, de l'éducation, du revenu ou de l'affiliation politique ». La faiblesse des indicateurs économiques reste faible, les marchés et les décideurs attendant une confirmation dans les données objectives.

La semaine prochaine

Ce sera une semaine plus tranquille sur le plan des données; communiqué de presse et conférence de presse du FOMC mercredi.

- **Lundi 5 mai** – États-Unis : indices PMI et ISM du secteur des services | Canada : indices PMI composé et du secteur des services
- **Mardi 6 mai** – États-Unis : déficit commercial | Canada : balance commerciale
- **Mercredi 7 mai** – États-Unis : fin de la réunion du FOMC; conférence de presse du président Powell
- **Jeudi 8 mai** – États-Unis : demandes initiales de prestations d'assurance-emploi, productivité, stocks du commerce de gros
- **Vendredi 9 mai** – Canada : statistiques sur l'emploi

Fiche des données au 30 avril 2025

Rendements totaux du marché boursier						
	Niveau au 30 avril 2025	Cumul hebdo à ce jour	Cumul annuel à ce jour	2024	2023	2022
S&P 500	5 569	0,8 %	-4,9 %	25,0 %	26,3 %	-18,1 %
NASDAQ	17 446	0,4 %	-9,5 %	29,6 %	44,7 %	-32,5 %
DOW	40 669	1,4 %	-3,9 %	15,0 %	16,2 %	-6,9 %
Russell 2000	1 964	0,3 %	-11,6 %	11,5 %	16,9 %	-20,5 %
S&P/TSX	24 842	0,6 %	1,4 %	21,7 %	11,8 %	-5,8 %
MSCI EAEO	9 032	1,7 %	11,8 %	3,8 %	18,2 %	-14,5 %
MSCI Marchés émergents	598	1,5 %	4,3 %	7,5 %	9,8 %	-20,1 %
Rendements totaux du marché obligataire						
		Cumul hebdo à ce jour	Cumul annuel à ce jour	2024	2023	2022
Bloomberg U.S. Aggregate		0,5 %	3,2 %	1,3 %	5,5 %	-13,0 %
Bloomberg U.S. Treasury		0,6 %	3,6 %	0,6 %	4,1 %	-12,5 %
Bloomberg U.S. Corporate		0,3 %	2,3 %	2,1 %	8,5 %	-15,8 %
Bloomberg U.S. High Yield		-0,1 %	1,0 %	8,2 %	13,4 %	-11,2 %
Bloomberg 1-10 Year Munis		0,4 %	0,1 %	0,9 %	4,5 %	-4,7 %
Bloomberg Canada Aggregate		0,7 %	1,2 %	4,0 %	6,5 %	-11,3 %
Bloomberg Canada Treasury		0,7 %	1,5 %	2,9 %	5,0 %	-9,9 %
Bloomberg Canada Corporate		0,6 %	1,4 %	6,9 %	8,2 %	-9,5 %
Rendement des obligations d'état						
	30 avril 2025	Fin du dernier mois	Fin du dernier trimestre	2024	2023	2022
Bon du Trésor américain 10 ans	4,16 %	4,21 %	4,21 %	4,57 %	3,88 %	3,88 %
Obligation Canada 10 ans	3,09 %	2,97 %	2,97 %	3,23 %	3,11 %	3,30 %
Obligation Royaume-Uni 10 ans	4,44 %	4,67 %	4,67 %	4,56 %	3,53 %	3,66 %
Bund allemand 10 ans	2,44 %	2,74 %	2,74 %	2,36 %	2,02 %	2,57 %
Obligation Japon 10 ans	1,31 %	1,49 %	1,49 %	1,09 %	0,61 %	0,41 %
Devises et actifs réels						
	Niveau au 30 avril 2025	Cumul hebdo à ce jour	Cumul annuel à ce jour	2024	2023	2022
Indice USD	99,47	0,0 %	-8,3 %	7,1 %	-2,1 %	8,2 %
CAD-USD	0,72 \$	0,5 %	4,2 %	-7,9 %	2,3 %	-6,7 %
Bitcoin	94 581,18 \$	-0,4 %	0,9 %	120,5 %	157,0 %	-64,3 %
Or	3 288,71 \$	-0,9 %	25,3 %	27,2 %	13,1 %	-0,3 %
Pétrole (WTI)	58,21 \$	-7,6 %	-18,8 %	0,1 %	-10,7 %	6,7 %

* Les analyses comparatives ne reflètent pas le rendement réel des placements, mais les résultats de l'indice sous-jacent mentionnés. On ne peut pas investir directement dans un indice. Les définitions des indices se trouvent à la fin de la présente publication.

Définition des indices

Indices boursiers

L'**indice S&P 500^{MD}** est un indice d'actions de sociétés américaines à grande capitalisation. Il comprend 500 sociétés de premier plan et couvre environ 80 % de la capitalisation boursière disponible.

L'**indice composé NASDAQ** est un indice pondéré en fonction de la capitalisation boursière de plus de 3 000 actions ordinaires cotées à la bourse du NASDAQ.

Le **Dow Jones Industrial Average (« DOW »)** est une moyenne pondérée en fonction du cours de 30 actions importantes négociées à la Bourse de New York et au NASDAQ.

L'**indice Russell 2 000^{MD} (« Russell 2 000^{MD} »)** est un indice non géré qui mesure le rendement des 2 000 plus petites sociétés américaines de l'indice Russell 3 000^{MD}.

L'**indice S&P/TSX** est un indice boursier pondéré en fonction de la capitalisation qui reproduit le rendement des plus grandes sociétés cotées à la principale bourse du Canada, la Bourse de Toronto (« TSX »).

L'**indice MSCI EAE0 (Indice des marchés développés – Europe, Australasie et Extrême-Orient)** est un indice standard non géré de titres étrangers qui représente les principaux marchés boursiers non américains, sous la surveillance de Morgan Stanley Capital International. Il est représentatif des grandes et moyennes sociétés des pays de 21 marchés développés du monde entier, à l'exception des États-Unis et du Canada.

L'**indice MSCI Marchés émergents** est un indice pondéré en fonction de la capitalisation boursière représentatif de la structure de marché des pays émergents d'Europe, d'Amérique latine, d'Afrique, du Moyen-Orient et d'Asie. Avant le 1^{er} janvier 2002, les rendements de l'indice MSCI Marchés émergents étaient présentés avant déduction des retenues d'impôt.

Indices de titres à revenu fixe

L'**indice Bloomberg Barclays U.S. Aggregate Bond** est un indice non géré qui couvre le marché des obligations américaines à taux fixe de catégorie investissement, y compris les titres d'État et de créance, les titres de transfert de créances hypothécaires émis par des organismes publics, les titres adossés à des créances mobilières et les titres de créances hypothécaires commerciales.

L'**indice Bloomberg U.S. Treasury** est un indice non géré qui comprend un large éventail d'obligations du Trésor américain et qui est considéré comme représentatif du rendement global des obligations du Trésor américain.

L'**indice Bloomberg U.S. Corporate Bond** mesure le rendement du marché des obligations de sociétés imposables à taux fixe de qualité investissement. Il comprend des titres libellés en dollars américains émis par des émetteurs américains et non américains des secteurs de l'industrie, des services publics et des services financiers.

L'**indice Bloomberg U.S. Corporate High Yield** est un indice non géré qui couvre le marché des obligations de sociétés à taux fixe imposables, de qualité inférieure et libellées en dollars américains. Un titre est considéré à rendement élevé si la moyenne des notes qui lui sont attribuées par Moody's, Fitch et S&P est inférieure ou égale à Ba1/BB+.

L'**indice Bloomberg 1-10 Year Blend Municipal Bond** est un indice pondéré en fonction de la valeur marchande qui couvre les composantes courte et intermédiaire de l'indice Bloomberg Capital Municipal Bond, un indice non géré, pondéré en fonction de la valeur marchande, qui couvre le marché obligataire américain de catégorie investissement exempt d'impôt.

L'**indice Bloomberg Canada Aggregate Bond** mesure le rendement du marché des obligations imposables à taux fixe de catégorie investissement libellées en dollar canadien. Il comprend des titres du Trésor, des obligations gouvernementales et des obligations de sociétés.

L'**indice Bloomberg Canada Aggregate Bond – Trésor** est la sous-composante « Trésor » de l'indice Bloomberg Canada Aggregate Bond, qui mesure le marché des obligations de catégorie investissement, libellées en dollars canadiens, à taux fixe et imposables.

L'**indice Bloomberg Canada Aggregate Bond – Corporate** est la sous-composante « sociétés » de l'indice Bloomberg Canada Aggregate Bond, qui mesure le marché des obligations de catégorie investissement, libellées en dollars canadiens, à taux fixe et imposables.



Les renseignements contenus dans le présent document sont fondés sur des sources comme les rapports des émetteurs, les services statistiques et les communications d'entreprise. Nous les estimons fiables sans toutefois en garantir l'exactitude ni l'exhaustivité. Les opinions exprimées dans le présent document sont purement ponctuelles et peuvent changer en tout temps. BMO Gestion privée n'est pas responsable des pertes pouvant découler de l'utilisation du présent commentaire. Les informations, opinions, prévisions, projections et autres éléments contenus dans ce document ne doivent pas être considérés comme une offre de vente, une sollicitation ou une offre d'achat de produits ou de services qui y sont mentionnés (y compris, sans s'y limiter, des produits de base, des titres ou d'autres instruments financiers), et ces informations, opinions, prévisions, projections et autres éléments ne doivent pas être considérés comme un conseil en matière de placement ou de fiscalité ou comme une recommandation quant à la conclusion d'une quelconque opération, ni comme une assurance ou une garantie en ce qui concerne les résultats d'une quelconque opération.

Vous ne devriez pas agir sur la foi de ces renseignements ni vous y fier sans avoir obtenu les conseils d'un professionnel compétent. BMO Gestion privée est un nom de marque du groupe d'exploitation qui comprend la Banque de Montréal et certaines de ses sociétés affiliées qui offrent des produits et des services de gestion privée. Les produits et les services ne sont pas tous offerts par toutes les entités juridiques au sein de BMO Gestion privée. Les services bancaires sont offerts par l'entremise de la Banque de Montréal. Les services de gestion de placements, de planification de patrimoine, de planification fiscale et de planification philanthropique sont offerts par BMO Nesbitt Burns Inc. et BMO Gestion privée de placements Inc. Les services de garde de valeurs ainsi que les services successoraux et fiduciaires sont offerts par la Société de fiducie BMO. Les services et les produits d'assurance sont offerts par l'intermédiaire de BMO Services conseils en assurances et planification successorale Inc., une filiale en propriété exclusive de BMO Nesbitt Burns Inc. Les entités juridiques de BMO Gestion privée n'offrent pas de conseils fiscaux. Si vous êtes déjà un client de BMO Nesbitt Burns Inc., veuillez communiquer avec votre conseiller en placement pour obtenir plus de précisions. BMO Nesbitt Burns Inc. est membre du Fonds canadien de protection des épargnants et de l'Organisme canadien de réglementation des investissements. La Société de fiducie BMO et BMO Banque de Montréal sont membres de la Société d'assurance-dépôts du Canada.

« BMO (le médaillon contenant le M souligné) » est une marque de commerce déposée de la Banque de Montréal, utilisée sous licence.

ⁱ [S&P 500 Earnings Season Update : April 25, 2025](#)

ⁱⁱ Ibid.

ⁱⁱⁱ <https://investor.colgatepalmolive.com/notice-q1-2025-earnings-webcast>

^{iv} [Appel sur les bénéfices de P&G](#)